Financement de l'éducation au Viêt Nam : l'envers du décor

Education funding in Vietnam: behind the scenes

La financiación de la educación en Vietnam : la otra cara de la moneda

Nolwen Henaff

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/3687>

DOI : 10.4000/ries.3687

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 15 avril 2014

Pagination : 79-88

ISBN : 978-2-85420-603-6

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Nolwen Henaff, « Financement de l'éducation au Viêt Nam : l'envers du décor », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 65 | avril 2014, mis en ligne le 15 avril 2016, consulté le 06 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ries/3687> ; DOI : 10.4000/ries.3687

Financement de l'éducation au Viêt Nam : l'envers du décor¹

Nolwen Henaff

Après le « miracle », dans les années quatre-vingt-dix, d'une croissance rapide et continue que, rappelons-le, les théoriciens de la croissance endogène avaient attribué au développement du capital humain et en particulier de l'éducation, l'Asie démontre sa supériorité dans le domaine de l'éducation à travers le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) 2012. Selon le dernier rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) consacré aux résultats des tests, les sept pays qui ont les meilleures performances en lecture, mathématiques et sciences sont des pays d'Asie. Seul « tigre » classé au-dessus de la moyenne de l'OCDE, le Viêt Nam se situe au dix-septième rang, asseyant ainsi avec éclat son statut de « bon élève » des organisations internationales dans le champ de l'éducation. À l'instar des « dragons » asiatiques et de la Chine, le Viêt Nam serait capable d'offrir à sa population une éducation de qualité à faible coût. Ce résultat et les réactions de surprise qu'il a suscitées, y compris au ministère de l'éducation et de la formation, incitent à se pencher sur le cas de ce pays hors normes. C'est ce que nous nous proposons de faire ici à partir de l'organisation du financement de l'éducation. Après avoir rappelé les grandes évolutions du contexte éducatif vietnamien depuis l'indépendance, nous nous intéresserons à la répartition de la charge financière de l'éducation entre les différents acteurs du système.

ENSEIGNEMENT PUBLIC/ ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Le statut des établissements d'enseignement indique leurs modalités de financement. Le système éducatif vietnamien, héritier d'une double tradition confucéenne et française, a été marqué, dans son organisation, par les principes de la planification centralisée. Des écoles privées ont subsisté au nord du pays au moins jusqu'à la fin des années cinquante. Si le développement de l'éducation relève des prérogatives de l'État, comme l'exprime l'article 33 de la constitution de 1959, le pragmatisme l'emporte sur le terrain et la mobilisation au niveau local de ressources financières et humaines pour la construction et le fonctionnement d'écoles primaires et de collèges se traduit par l'apparition d'écoles « fondées

1. Sauf indication contraire, toutes les traductions dans le texte sont de l'auteur.

par le peuple ». La réunification, en 1976, va permettre au gouvernement de mettre en place une réforme visant à placer le système éducatif sous la « gestion unifiée de l'État » (article 41 de la constitution de 1980). La crise économique dans les années quatre-vingt, qui poussera le pays sur la voie du « Renouveau », va se traduire, sur le plan éducatif, par l'autorisation, accordée en 1989, de collecter des frais de scolarité à tous les niveaux du système éducatif (à l'exception de l'enseignement primaire que le Viêt Nam s'est engagé à généraliser lors du forum de Jomtien en 1990), ce qui sera matérialisé par une loi en 1991.

L'introduction de droits scolaires a permis l'ouverture d'écoles privées, semi-publiques et fondées par le peuple à tous les autres niveaux du système. Les établissements fondés par le peuple ont été créés à l'initiative d'organisations de masse et entièrement financés (dépenses en capital et dépenses de fonctionnement) par les droits scolaires. Ces établissements permettaient de suppléer l'offre publique là où elle était insuffisante, en particulier dans l'enseignement préscolaire, totalement désorganisé par la dissolution des coopératives. Les établissements semi-publics avaient un financement mixte : les dépenses en capital étaient assurées par l'État, tandis que les dépenses de fonctionnement, en particulier les salaires des enseignants, étaient financées sur les droits prélevés. Rapidement, ces établissements vont accueillir les élèves dont le niveau est insuffisant pour permettre leur maintien dans le système public, mais dont les parents ont les moyens et la volonté de financer les études. Dans l'enseignement supérieur, la possibilité de créer des universités non publiques va permettre de desserrer la contrainte constituée par un examen d'entrée à l'université très sélectif. La première université fondée par le peuple, l'université Thang Long, est créée en 1988. Parallèlement apparaissent des établissements privés non confessionnels : l'État vietnamien étant athée, les écoles confessionnelles, bouddhistes ou coraniques, ne peuvent accueillir les enfants qu'en dehors des heures de cours.

Le pays s'engage dans la généralisation du secondaire de base lors du Forum de Dakar. La généralisation du primaire est bien engagée et la transition démographique permet d'espérer à ce niveau une baisse du coût total, alors que le coût marginal en est croissant. Ceux qui restent en marge de l'enseignement primaire sont les enfants en situation d'extrême pauvreté, les populations dispersées dans des régions montagneuses, les minorités ethniques dont la langue maternelle n'est pas le Kinh, la langue de la majorité des Vietnamiens, les handicapés... Parallèlement, les besoins de financement s'accroissent aux autres niveaux du système éducatif, en particulier l'enseignement secondaire de base.

Comme le montre la figure 1, c'est dans le préscolaire que le nombre d'élèves scolarisés en dehors du secteur public est le plus important, en termes absolus comme relatifs. Mais, à ce niveau comme aux autres niveaux du système éducatif, les effectifs scolarisés en dehors du secteur public ont fortement diminué depuis le début des années 2000. Dans le secondaire supérieur, la tendance s'explique en partie par la décision prise en 2006 de supprimer

Figure 1. Évolution des effectifs scolarisés dans le public et le privé par niveau d'enseignement, 1999/2000 – 2012/2013²

le statut d'établissement semi-public. Si certains établissements semi-publics sont devenus privés, la plupart ont été intégrés au secteur public. À quelques rares exceptions près, du fait qu'il s'est construit comme palliatif des insuffisances de l'offre publique dans l'enseignement général, le secteur éducatif privé est généralement considéré par les familles comme étant de faible qualité.

Dans le supérieur, la question de la qualité est également mise en avant pour expliquer la faillite d'un secteur privé souffrant d'un déficit de compétences en matière de gestion et de planification, et d'un manque de capital. La dégradation des conditions d'apprentissage dans ces établissements et les difficultés rencontrées par les sortants sur le marché du travail ont, au fil des années, réduit le nombre d'étudiants de ces universités, certaines préférant aujourd'hui recruter à un faible niveau plutôt que de tourner à vide et de risquer de perdre le capital investi. Face à sa « mort annoncée », l'enseignement supérieur non public a appelé l'État à l'aide fin 2012. C'est un appel que l'État déclare avoir entendu, même si les circulaires et décrets d'application sont encore en cours de rédaction : dans le cadre de la Stratégie du développement de l'éducation à l'horizon 2020, le ministère de l'éducation et de la formation a

2. Le graphique fait apparaître des écoles non publiques en primaire. Il s'agit d'écoles internationales qui ont un statut d'écoles privées, comme l'École internationale de Singapour, qui va du primaire au supérieur, l'école Wellspring à Hanoi, qui couvre les trois niveaux de l'enseignement général, ou d'écoles fondées par le peuple et financées par des ONG, comme l'école Hermann Gmeiner à Nha Trang, financée par l'association SOS villages d'enfants.

décidé de mettre en place un mécanisme de financement pour les établissements privés à caractère non lucratif. Ces établissements recevront des fonds pour soutenir la recherche scientifique, la formation des enseignants, la taxe foncière... En outre, les bourses et exemptions jusque-là réservées aux élèves du secteur public pourront désormais être accordées également à ceux du secteur privé non lucratif, les établissements recevant une compensation basée sur le montant des droits scolaires dans le secteur public local. Comme l'a expliqué le vice-ministre Ga, « les établissements non publics pourront choisir de faire des profits et de payer des impôts comme les entreprises, ou d'être à but non lucratif et de bénéficier du soutien de l'État³. »

Alors que l'existence d'un secteur privé avait été seulement tolérée pour des raisons pragmatiques de développement de l'offre éducative, il s'agit là d'une reconnaissance du rôle qu'il peut jouer en matière d'éducation, indépendamment de sa capacité de financement.

FINANCEMENT CENTRAL/ FINANCEMENT LOCAL

L'État alloue aux provinces des dotations sur la base de leur population plutôt que de leur nombre de jeunes scolarisés, afin de ne pas défavoriser les provinces dont la population est nombreuse mais les taux de scolarisation plus faibles que la moyenne nationale, comme les provinces du delta du Mékong. Le mode de calcul défavorise cependant les provinces de montagne, dont les taux de scolarisation sont également plus faibles que ceux du reste du pays, et dont la population, moins nombreuse, est aussi plus dispersée que celle des deux deltas. Si ce mode de calcul a pour défauts de ne pas inciter les provinces à accroître leurs effectifs scolarisés et de reposer sur les estimations de population des recensements généraux qui n'ont lieu que tous les dix ans, il a l'avantage d'être simple. Le montant des transferts aux provinces est discuté chaque année entre le ministère des finances (MOF) et le ministère de l'éducation (MOET), et approuvé par l'Assemblée nationale, en fonction de la population de chaque province, avec un coefficient d'ajustement pour la densité de la population.

Les comités populaires collectent, via les écoles, les contributions des parents, en particulier les droits scolaires, qui viennent alimenter les ressources de la province. Les provinces qui dégagent un excédent de recettes en conservent une partie, qu'elles peuvent affecter de manière discrétionnaire, et versent le reste au budget de l'État. Les autres reçoivent des transferts nets de l'État. Au-delà des normes de péréquation budgétaire, des considérations politiques interviennent dans la détermination des budgets, qui sont négociés chaque année à chaque niveau territorial. En 2014, les provinces excédentaires sont

3. La citation est extraite de Hoàng Thùy, « Trường ngoài công lập sẽ được hỗ trợ kinh phí đào tạo », *VNExpress*, 26 janvier 2013 (page consultée le 8 février 2014).

celles de Hanoi, Haiphong, Quang Ninh, Vinh Phuc et Bac Ninh au nord, Da Nang, Quang Ngai et Khanh Hoa au centre, Ho Chi Minh Ville, Dong Nai, Binh Duong et Ba Ria-Vung Tau au sud, et de Can Tho dans le delta du Mékong. Comme l'État central, chaque niveau territorial doit ensuite répartir son budget entre les niveaux qui lui sont directement inférieurs, en tenant compte de la répartition géographique de la population. Ainsi, les communes, districts et provinces les plus riches sont-ils à même de dégager des ressources propres pour leur développement, en particulier dans le domaine éducatif.

Les dépenses d'éducation sont particulièrement décentralisées. Pour 2014, la Loi de finances prévoit que 21 % des dépenses d'éducation seront prises en charge par le centre et 79 % par les budgets locaux. Cela ne correspond cependant pas à un désengagement de l'État, comme ont pu être tentés de le conclure certains observateurs. Comme le montre la figure 2, l'effort de l'État central en matière de financement de l'éducation s'est accru à prix constants au cours des vingt dernières années. C'est surtout sur les dépenses en capital qu'a porté l'effort de l'État central : en 2014, le budget de l'État prévoit que les budgets locaux couvriront 60 % des dépenses en capital et 83 % des dépenses de fonctionnement, constituées pour l'essentiel par les salaires des enseignants, particulièrement nombreux aux premiers niveaux du système éducatif, qui relèvent de la responsabilité des communes et des districts.

L'activité du ministère de l'éducation et de la formation est relayée au niveau provincial par un département de l'éducation et de la formation, qui est également placé sous la tutelle de l'organe exécutif de la province qu'est le comité populaire. Celui-ci comporte un service de l'éducation, dont dépendent les services de l'éducation des comités populaires de districts. Depuis la décentralisation intervenue au milieu des années 2000, le département provincial de l'éducation ne gère plus que son budget propre et celui des établissements de formation professionnelle. L'essentiel de son activité est concentré sur les aspects pédagogiques de la gestion du système éducatif. Les salaires et les budgets relèvent des compétences du ministère des finances et de ses départements provinciaux, relayés par les services des finances des comités populaires des provinces et des districts. Les écoles publiques doivent préparer chaque année un budget prévisionnel, qui est soumis au service de l'éducation du comité populaire compétent. Le budget accordé est mis en place en début d'année par le service des finances du comité populaire et les écoles s'adressent directement au Trésor du district pour retirer les sommes correspondant à leurs dépenses. Tout changement par rapport aux dépenses budgétées – ce qui se produit fréquemment – doit être justifié.

Un tel système repose sur l'idée que les départements provinciaux de l'éducation doivent avoir un rôle essentiellement technique et qu'il existe une étroite coopération entre eux et les comités populaires. Or c'est loin d'être toujours le cas et les départements provinciaux de l'éducation peuvent voir leur

Figure 2. Répartition des dépenses d'éducation et de formation entre l'État central et les provinces, 1994-2014⁴

action entravée par les comités populaires, si leurs objectifs ne sont pas concordants. Leur marge de manœuvre est faible, entre les directives ministérielles et les réalités du fonctionnement local sous la tutelle du comité populaire. Un article du journal *Kinh tế nông thôn* (Économie rurale) en date du 24 novembre 2013 faisait ainsi état d'une mésentente entre le département de l'éducation et le département des finances de la province de Soc Trang, dans le delta du Mékong⁵. Il ne s'agit pas seulement d'un problème de communication entre départements provinciaux relevant de différents ministères puisque dès le début du mois, des articles dans différents journaux faisaient état de l'existence d'un important surplus d'enseignants dans la province⁶. Bien que le département de l'éducation ait été au courant de la situation, depuis plusieurs années, il a continué à recruter des enseignants, ce qui a conduit fin 2013 à un écart entre

4. Sources : pour 1994, *The World Bank, Vietnam Education Financing Sector Study*, Hanoï, 1996 ; pour 2003, Grayson Clarke, *Preparing an MTEF for the Education and Training Sector : The Experience of Vietnam*, Paper prepared for Unesco Bangkok, 2007 ; pour 2012, Bộ Tài Chính, Phụ Lục Số 04/CKTC-NSNN Dự toán chi ngân sách Nhà Nước, chi NSTW, chi NSDP theo cơ cấu chi năm 2012 [ministère des Finances, Annexe n° 04/CKTC-NSNN Prévisions de dépenses du budget de l'État, dépenses du budget central et dépenses des budgets locaux en fonction de la structure des dépenses pour 2010] : <http://chinhphu.vn/portal/page/portal/chinhphu/solieungansachnhanuoc> (page consultée le 8 février 2014).

5. P.V., « Vụ giáo viên chưa có lương ở Sóc Trăng : Do Sở Tài chính chưa thẩm định dự toán bổ sung » (Le cas des enseignants qui n'ont pas encore été payés à Soc Trang : parce que le département provincial des Finances n'a pas encore autorisé l'estimation du supplément budgétaire), *Kinh Tế Nông Thôn*, <http://www.kinhnongthon.com.vn/Story/bandoc/2013/11/44692.html>, mis en ligne le 24 novembre 2013 à 12 h 32 min 31 s, consulté le 8 février 2014.

6. Voir par exemple l'article « Sóc Trăng thừa 300 giáo viên » [Soc Trang a 300 enseignants en excédent] du quotidien *Dân trí* (l'Intellectuel) paru le 8 novembre 2013.

le budget prévu pour payer les salaires et les sommes à déboursier pour ces salaires et entraîné le licenciement d'un grand nombre d'enseignants sur la base de listes que les écoles ont dû établir en urgence.

DÉPENSES ÉDUCATIVES DES MÉNAGES ET FONCTIONNEMENT DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT

Contrairement aux provinces, les établissements reçoivent leurs dotations sur la base du nombre d'élèves qu'ils scolarisent, ce qui doit les inciter à participer activement à l'effort de scolarisation et de maintien à l'école des enfants dans le cadre de la généralisation de l'enseignement primaire lancée en 1991 et secondaire de base lancée en 2000. Mais ceci peut les inciter aussi, le cas échéant, à ne pas déclarer les cas d'abandon scolaire en cours d'année. Globalement cependant, les directeurs d'établissements scolaires estiment que les budgets sont insuffisants par rapport à leurs besoins. Lorsqu'ils permettent d'assurer la maintenance des locaux, ils sont généralement trop limités pour permettre aux écoles de couvrir les multiples autres dépenses auxquelles elles doivent faire face, qu'il s'agisse de participer à des réunions pédagogiques dans d'autres districts ou provinces, de permettre aux enseignants de suivre des formations qualifiantes, ou d'organiser les remises de prix aux élèves et enseignants lauréats de prix d'excellence lors des différents concours organisés tant au niveau des écoles que des districts et des provinces.

C'est pourquoi les écoles publiques ont pris l'habitude de solliciter les parents pour toutes les dépenses non couvertes par les fonds alloués par l'État. La question ne se pose pas dans les écoles privées, où les droits scolaires permettent de couvrir les besoins des établissements tant en termes de maintenance ou d'amélioration des locaux et des équipements pédagogiques que de salaires. Les écoles fondées par le peuple sont, quant à elles, étroitement surveillées et doivent faire une demande spécifique chaque fois qu'elles souhaitent effectuer une dépense.

S'il fut facilité par la réintroduction en 1989 des droits scolaires à tous les niveaux du système éducatif sauf en primaire, le recours aux parents est beaucoup plus ancien. C'est en effet ce mode d'organisation qui a permis le développement de l'éducation pendant les périodes de guerre et d'embargo international, alors que les ressources de l'État vietnamien étaient beaucoup plus contraintes qu'aujourd'hui. De fait, si la réintroduction des droits scolaires a entraîné une crise du système éducatif à la fin des années 1980 et des mouvements importants de déscolarisation, la crise a été brève et, en dépit des protestations des parents et des dénonciations des médias, l'ensemble de la société vietnamienne semble aujourd'hui acquis à l'idée qu'une amélioration de la qualité de l'éducation passe par des dépenses accrues. Comme l'explique cette

Figure 3. Dépenses totales d'éducation des ménages et de l'État, 2004-2010⁷

représentante de parents d'élèves d'une école maternelle fondée par le peuple à Ho Chi Minh Ville :

« Ce que je pense, c'est que récemment, on a beaucoup parlé du problème des contributions des parents d'élèves, mais je pense que c'est un problème qui n'intéresse que la presse, parce que la plupart des parents d'élèves sont comme moi, et d'après moi les parents d'élèves sont prêts à contribuer, pourvu que les contributions soient utilisées de manière transparente, publique et permettent de créer les meilleures conditions pour les élèves. » (District Go Vap, 2008).

Les contributions des parents devaient être reversées aux comités populaires, mais les établissements scolaires pouvaient en conserver une partie pour leurs dépenses. De la même façon, les cours supplémentaires⁸ bénéficiaient aux écoles comme aux enseignants. Le renforcement de la concurrence entre les établissements scolaires et les élèves provoqué par la généralisation de l'enseignement de base a convaincu les parents que la scolarisation ne permettait pas de garantir le succès scolaire et que des efforts supplémentaires étaient nécessaires pour accroître les chances de réussite de leurs enfants. Au nombre des facteurs facilitateurs figurait le fait que les enseignants ne sont rémunérés que pour une demi-journée de travail par jour⁹, ce qui justifie en partie la faiblesse

7. Sources : Calculs de l'auteur à partir des données des enquêtes du Bureau général de la statistique sur les niveaux de vie des ménages de 2004, 2006, 2008, 2010 (http://www.gso.gov.vn/default_en.aspx?tabid=483&idmid=5, page consultée le 8 février 2014) et des données du ministère de l'éducation et de la formation sur les effectifs scolarisés et le budget de l'éducation (<http://www.moet.gov.vn/?page=11.0>, page consultée le 8 février 2014)..

8. Les cours supplémentaires, véritable racket organisé parce qu'en principe destinés aux élèves ayant des difficultés scolaires mais dans la réalité obligatoires pour l'ensemble des élèves, tant avait de poids la menace implicite pesant sur les résultats scolaires des enfants qui n'y auraient pas participé

9. En particulier dans le primaire. Dans le secondaire, les enseignants ont un service de vingt périodes (45 minutes) en collège (soit 15 heures) et de dix-huit périodes en lycée (13 h 30). Les services des enseignants étaient dans le passé organisés de manière à permettre deux ou trois vacances par salle de classe, les enfants n'étudiant qu'une demi-journée. La seconde demi-journée correspond donc pour les enseignants à des heures supplémentaires.

Figure 4. Structure des dépenses d'éducation des ménages¹⁰

des rémunérations, et laisse aux enseignants du temps pour se consacrer à leurs activités à titre privé. Le phénomène, qui n'est pas propre au Viêt Nam, a été mis en évidence par Mark Bray, qui le qualifie de « *shadow education* », ce qui peut se traduire par « l'ombre du système éducatif » mais aussi par « le système éducatif de l'ombre », depuis que la Loi sur l'éducation de 2005 a tenté d'enrayer sa propagation en interdisant le prélèvement de contributions et l'organisation de cours supplémentaires autres que les cours de soutien, dont les tarifs sont réglementés. La formulation de la loi sur ce point était cependant trop complexe pour pouvoir être effective, en particulier parce qu'elle ne pouvait empêcher le prélèvement de frais de cantine dans les établissements qui organisent la demi-pension. Elle ne permettait pas non plus la perception des frais justifiés par le passage de la demi-journée de cours à la journée entière, qui faisait partie des mesures mises en œuvre par l'État pour améliorer la qualité de l'éducation en accroissant le temps scolaire, mais dont il n'assurait pas le financement. Les comités populaires, en particulier ceux des deux plus grandes villes du pays, Hanoi et Ho Chi Minh Ville, se sont contentés de renommer les « contributions pour la construction et la maintenance » en « contributions d'infrastructures », ignorant délibérément les dispositions de la loi. Le principal effet de la loi semble avoir été de faire passer les cours supplémentaires dans une quasi clandestinité. En témoigne le décret 138/2013/ND-CP du gouvernement entré en vigueur le 10 décembre 2013, qui prévoit des amendes de 6 à 12 millions

10. Sources : enquêtes sur les niveaux de vie des ménages du Bureau général de la statistique de 2004, 2006, 2008 et 2010 (http://www.gso.gov.vn/default_en.aspx?tabid=483&idmid=5, page consultée le 8 février 2014).

de dongs pour les cours non autorisés, de 4 à 6 millions de dongs pour les cours autorisés dont le contenu ne serait pas conforme à l'autorisation, de 1 à 2 millions de dongs pour les cours organisés dans des conditions matérielles inadéquates. Le décret prévoit en outre des amendes de 10 à 20 millions de dongs et la restitution des sommes indûment perçues pour les établissements qui collecteraient des sommes en infraction avec le décret. C'est la première fois que des sanctions sont prévues pour ce qui relève désormais de l'infraction. Les sommes sont suffisamment élevées pour être dissuasives : un enseignant du primaire ou du secondaire gagne en moyenne 3 millions de dongs par mois.

En dépit des efforts faits pour rationaliser le financement de l'éducation et en améliorer la transparence, le Viêt Nam n'a pas, jusqu'à présent, réussi à éliminer les nombreux dysfonctionnements qui en entachent le fonctionnement et en réduisent l'efficacité. Il semble que la « réussite » éducative du Viêt Nam ne tienne ni à son mode de financement, qui n'est pas aussi désavantageux pour les parents qu'ont pu le laisser penser les détracteurs de la « socialisation de l'éducation », ni à son modèle pédagogique, vivement critiqué par la plupart des intellectuels, y compris récemment par le vice-président du Conseil scientifique consultatif éducation du Comité central du Front de la Patrie dans le journal *Chung Ta* [Nous]¹¹, mais plutôt à sa très grande capacité de mobilisation, qui constitue un volet souvent ignoré de la « socialisation de l'éducation ». On pourra se demander si cette capacité de mobilisation n'est pas l'une des clés de lecture des résultats aux tests PISA 2012. Au-delà du fait que le taux de scolarisation dans le secondaire supérieur n'est encore que de 60 %, ce qui rend difficile la comparaison avec les pays qui ont généralisé ce niveau d'éducation, on peut se demander comment il est possible que le Viêt Nam ait pu obtenir d'aussi bons résultats aux tests PISA, alors que les résultats au test PASEC réalisé en 2013 ne seront pas publiés, car les tests de fin d'année montraient des résultats inférieurs à ceux du début de l'année... Le rapport 2013 de l'ONG Transparency International, qui se penche sur la corruption dans les systèmes éducatifs, comprend deux chapitres sur le Viêt Nam et donne une autre clé de lecture possible de ce résultat.

11. « *Việc chấn hưng giáo dục không thể chậm trễ* » [La relance de l'éducation ne peut pas prendre de retard], *Chung Ta* : <http://chungta.com/tulieu/tu-lieu-tra-cuu/viec-chan-hung-giao-duc-khong-the-cham-tre/default.aspx>, mis en ligne le 22 août 2013, consulté le 8 février 2013.